



Tous droits réservés

## DROIT PÉNAL

### Séance 9 - La détermination des peines

I.	Le seuil maximun de la peine .....	3
A)	L'aggravation du maximum ordinairement encouru .....	3
1)	L'aggravation due aux circonstances de l'infraction.....	3
2)	L'aggravation due à l'état de récidive .....	4
3)	La récidive des personnes morales .....	6
4)	L'atténuation du maximum encouru .....	6
a)	La minoration de la peine.....	6
(i)	La minoration en raison de la minorité de l'auteur de l'infraction.....	6
(ii)	La minoration en raison de l'état psychique du condamné.....	7
(iii)	La minoration comme contrepartie de la dénonciation .....	7
b)	L'exemption de peine .....	8
II.	Le cumul limité des peines en cas de concours réel d'infractions .....	8
A)	Le cas de l'unité de procédure.....	9
B)	Le cas de procédures séparées.....	9
III.	La personnalisation judiciaire de la peine.....	10
A)	La personnalisation judiciaire au moment du prononcé de la peine .....	10
1)	L'indulgence judiciaire .....	10
a)	L'absence de prononciation de peine.....	11
b)	Le choix de dispenser le condamné de l'exécution de sa peine.....	12
2)	Le sursis simple .....	13
a)	La personne physique .....	13
b)	La personne morale : .....	13

c) les effets .....	13
3) <i>Le sursis probatoire</i> .....	14
4) <i>Le choix des modalités d'exécution de la peine plus douce</i> .....	15
5) <i>Le fractionnement de la peine</i> .....	16
6) <i>La sévérité judiciaire</i> .....	16
a) La période de sûreté .....	16
b) La peine incompressible .....	17
<b>B) La personnalité judiciaire au cours de l'exécution de la sanction</b> .....	<b>17</b>
1) <i>L'aménagement du temps de l'incarcération</i> .....	18
a) Semi-liberté, placement à l'extérieur et fractionnement de la peine. ....	18
b) Les permissions de sortir .....	18
2) <i>Le temps d'incarcération abrégé</i> .....	18
a) Les réductions de peine .....	19
(i) <i>Le crédit de réduction de peine</i> .....	19
(ii) <i>Des réductions de peine supplémentaires</i> .....	19
(iii) <i>Les réductions de peine exceptionnelles</i> .....	19
(iv) <i>La libération conditionnelle</i> .....	19
(v) <i>La libération sous contrainte</i> .....	20
b) La suspension des peines privative de liberté .....	21
(i) <i>La suspension et le fractionnement des peines en matière correctionnelle</i> .....	21
(ii) <i>La suspension de peine pour les détenus gravement malades</i> .....	21

# I. Le seuil maximum de la peine

C'est le législateur qui définit les causes d'aggravation ou atténuation.

## A) L'aggravation du maximum ordinairement encouru

C'est la gravité particulière de l'infraction qui conduit le législateur à augmenter le maximum encouru par l'infraction.

Dans la hiérarchie des valeurs sociales touchées par l'infraction, on peut affirmer aujourd'hui que les deux combats législatifs principaux à cet égard sont le terrorisme ainsi que les agressions sexuelles.

### 1) *L'aggravation due aux circonstances de l'infraction*

Les circonstances aggravantes sont qualifiées de spéciales, lorsqu'elles sont propres à une incrimination ou à un texte.

L'adage « *lex specialia generalibus derogant* », autrement dit, ce qui est spécial déroge à ce qui est général. En droit français, l'idée est de fixer un principe général et de l'adapter aux cas précis. Dans certains cas, toutefois le législateur a créé des lois spéciales qui s'adaptent à une problématique : il s'agit d'une règle spéciale, à l'inverse l'application du principe général correspond à une règle générale.

Le législateur indique au cas par cas les circonstances aggravantes qui sont rattachées à chaque infraction, dans chacune il doit préciser le *quantum* de l'aggravation.



**Définition :** Le *quantum* est une appellation latine pour définir la quantité déterminée.

Des circonstances aggravantes dites générales, lesquelles ont vocation à augmenter l'échelle d'aggravation des peines encourues définies par les textes suivants :

- L'appartenance à une prétendue race, ethnie, nation ou religion déterminée (**Art. 132-76 du CP**)
- au sexe, orientation sexuelle ou identité de genre (**Art. 132-77 CP**)
- l'utilisation d'un moyen de cryptologie (**Art. 132-79 CP**)

## 2) L'aggravation due à l'état de récidive

La circonstance de la récidive concerne l'ensemble des infractions hormis pour les contraventions des quatre premières classes.



**Définition :** Il y a récidive chaque fois qu'une personne qui a déjà été condamnée irrévocable pour une première infraction en commet une seconde dans les conditions indiquées **aux articles 132-8 à 132-15 du Code pénal**, et aux conditions de condamnation définitive.



**Attention :** À ne pas confondre avec la notion de réitération d'infraction, dans cette situation la seconde infraction commise ne répond pas aux conditions indiquées **aux articles 132-8 et 132-15 du Code pénal**.

La récidive suppose la réunion de deux conditions :

- 1° l'exigence d'une première condamnation pénale

Une décision de classement sans suite, non-lieu, une relaxe ou acquittement ne peut pas rentrer dans cette exigence.

Il ne peut résulter que des sanctions de nature pénale de cette première condamnation pénale.

- 2° l'exigence d'une seconde condamnation pénale

La récidive se qualifie de générale dès lors qu'elle est constituée par la réalisation d'une seconde infraction, peu importe sa nature. À l'inverse elle est dite spéciale, lorsqu'elle n'existe que par la réalisation d'une nouvelle infraction identique ou au moins équivalente à la première.

Elle est perpétuelle lorsque la loi demeure indifférente au temps, qui isole les termes de la récidive.

Elle est temporaire quand la loi prescrit un délai maximum entre les deux.

- La récidive criminelle = récidive générale et perpétuelle comme le dispose l'article 132-8 Code pénal. Le maximum encouru est porté à la réclusion criminelle à perpétuité dans le cas où la peine du nouveau crime est de 20 ou de 30 ans, et à 30 ans si la peine normalement encourue était de 15 ans de réclusion.

- la récidive correctionnelle :

- Générale et temporaire, comme le dispose l'article 132-9 du Code pénal. Le délai est de 10 ans dans le cas où le second délit est puni similairement au premier et à 5 ans s'il est puni d'un an d'emprisonnement. Dans ce cas, le maximum des peines est doublé.
- Spéciale et temporaire. L'aggravation du maximum est identique dans les deux cas.

- la récidive contraventionnelle

Spéciale et temporaire. La récidive est limitée aux contraventions de 5<sup>e</sup> classe et il est nécessaire d'avoir une incrimination spéciale. Le délai est alors d'un an. Le maximum de l'amende est multiplié par deux (Art. 132-11 CP).

### 3) La récidive des personnes morales

Les **articles 132-12 et 132-15 du Code pénal** régissent les situations de récidives des personnes morales. Les mécanismes sont identiques à ceux des personnes physiques.

Les délits ne sont plus discernés selon qu'ils font encourir 10 ans d'emprisonnement ou plus l'aggravation de l'amende est 10 fois le maximum défini au texte de pénalité.

### 4) L'atténuation du maximum encouru

#### a) La minoration de la peine



**À retenir :** La minoration peut être commandée par l'état psychique, du condamné, son jeune âge ou encore, en contrepartie d'une dénonciation.

#### (i) *La minoration en raison de la minorité de l'auteur de l'infraction*

Il y a une **excuse atténuante de minorité** : Pour les mineurs de plus de 13 ans condamnés peuvent bénéficier d'une excuse de minorité et ainsi d'une pénalité atténuée (**art. 122-8 CP**).

Que ce soit d'une peine de réclusion criminelle à temps ou d'une peine d'emprisonnement – le maximum encouru par le mineur est égal à la moitié du maximum édicté par le texte. Pour la perpétuité le maximum est de 20 ans de réclusion criminelle (**Ordonnance de 1945 repris par le Code de la justice pénale des mineurs**).

Pour les peines d'amende, hormis pour les contraventions des quatre premières classes pour lesquelles il n'existe aucun aménagement, la réduction est également à la moitié.

Le bénéfice de l'excuse est de plein droit pour les mineurs de 13 à 16 ans. Pour écarter ce principe, il est nécessaire pour le juge de s'appuyer sur des bases légales textuelles.

*(ii) La minoration en raison de l'état psychique du condamné*

L'**article 121-1 al.1 du Code pénal** considère qu'il est possible d'exonérer la personne atteinte au moment des faits d'un trouble psychique ou neuropsychique ayant aboli son discernement de la responsabilité pénale.



**À retenir :**

**Si la personne a un trouble lequel aboli son discernement elle n'est pas responsable.**

**Si la personne a un trouble ayant altéré son discernement, elle est responsable**

L'**article 121-2 al.2 du Code pénal** indique expressément que les magistrats doivent tenir compte de ce trouble, de sorte que ceux-ci sont tenus de prendre en considération ces circonstances.



**Attention :** En matière correctionnelle, avec une décision spécialement motivée il est possible pour le juge de décider de ne pas appliquer une diminution de peine.

*(iii) La minoration comme contrepartie de la dénonciation*

Les auteurs ou complices d'une infraction qui informent la justice sur la commission de celle-ci ou sur l'identité des personnes impliquées peuvent bénéficier d'une minorité légale : **article 132-78 al.2 Code pénal**

La réduction de peine n'est possible que pour les infractions pour lesquelles le législateur l'a prévu expressément : acte de torture, trafic de stupéfiants, terrorisme, fausse monnaie.

#### b) L'exemption de peine



**Définition :** Cette mesure permet au dénonciateur de suspendre le cours d'une infraction et de prévenir la commission de celle-ci (**Art. 132-78. CP**).

L'**article 132-78** affirme qu'il y a exemption de peine si un individu ayant tenté de commettre un crime ou un délit avertit les autorités, permettant d'y mettre fin ou à défaut d'identifier les auteurs. Son deuxième alinéa affirme que la peine sera réduite si l'infraction a été consommée.



**À retenir :** L'exemption exclut le prononcé des peines contre le bénéficiaire, déclaré coupable.

## II. Le cumul limité des peines en cas de concours réel d'infractions



**Définition :** Le concours réel d'infraction est la situation dans laquelle l'auteur réalise une pluralité d'infractions, mais ne fait pas l'objet d'une condamnation pénale pour la ou les premières (**Art. 132-2 CP**).

Les peines encourues ne sont pas aggravées.



## A) Le cas de l'unité de procédure

L'**article 132-3 Code pénal** dispose : « Lorsque à l'occasion d'une même procédure, la personne poursuivie est reconnue coupable de plusieurs infractions en concours, chacune des peines encourues peut être prononcée ».

**Tempérament** à l'**article 132-3 du Code pénal** : « lorsque plusieurs peines de même nature sont encourues, il ne peut être prononcé qu'une seule peine de cette nature dans la limite du maximum légal le plus élevé. »



**À retenir :**  
bis in idem.

C'est le principe de la haute expression pénale et non

Sont visées les peines principales et complémentaires.

Pour les peines de mêmes natures :



**Définition :** Les peines d'une même nature sont d'une part, emprisonnement ou réclusion criminelle et d'autre part, les amendes.

La peine ne peut être que sous la forme d'une peine dont le quantum est au plus égal au maximum prévu pour l'infraction la plus sévèrement réprimée de celle en concours.

## B) Le cas de procédures séparées

Dans ce cas chacune des infractions en concours donne lieu à une procédure distincte.

L'**article 132-4 Code pénal** indique une réduction maximum légale, dans la situation où les peines prononcées s'additionnent. Ce cumul n'est possible que dans la limite du maximum le plus élevé.

L'**article 132-5 al.2 du Code pénal** précise que le maximum légal est fixé à trente ans de réclusion criminelle.

### III. La personnalisation judiciaire de la peine

L'**article 130-1 du Code pénal** indique « la peine a pour fonction : 1° de sanctionner l'auteur de l'infraction ; 2° De favoriser son amendement, son insertion ou sa réinsertion. ».



#### À retenir :

Le principe d'individualiser la peine se trouve à l'**article 132-1 du Code pénal**.

La nécessité d'aménager le prononcé des peines se trouve à l'**article 132-24 du CP**.

La nécessité d'aménager l'exécution des peines se trouve à l'**article 707 du CPP**.

#### A) La personnalisation judiciaire au moment du prononcé de la peine

Le juge a le pouvoir de choisir : le nombre, la nature, et le *quantum* de la ou des peines, dans les limites imposées par la loi. Mais il a l'obligation de motiver son choix, peu importe la peine prononcée.

##### 1) L'individualisation judiciaire

Cette individualisation se caractérise par trois situations :

- Le juge ne prononce aucune peine

- Le juge dispense le condamné d'exécuter la peine
- Le juge détermine des modalités d'exécution plus douces.

#### a) L'absence de prononciation de peine

Les conditions :

- 1) La personne doit être reconnue coupable de l'infraction.
- 2) Le reclassement acquis et le dommage causé réparé
- 3) Le trouble doit avoir cessé

Dans ce cas, le juge peut choisir de ne prononcer aucune peine.

Dans le cas, où les conditions ne sont pas réunies au jour de l'audience, mais qu'elles sont en cours de réalisation, le juge peut reporter le prononcé de la peine en fixant la date de la prochaine audience à laquelle il statuera à nouveau sur la peine.

Il peut s'agir d'un ajournement :

- Simple

Sont visées les peines délictuelles et contraventionnelles. La mesure peut s'étendre aux personnes physiques comme morales.

- Avec mise à l'épreuve.



**Définition :** Il s'agit de suspension d'exécution de la peine sous certaines conditions devant être respectées à défaut la peine d'emprisonnement ou d'amende devra être effectuée/ acquittée.

Sont visées : les peines délictuelles et contraventionnelles. La mesure peut s'étendre aux personnes physiques comme morales.

- Avec injonction.

Sont visées : les peines délictuelles et contraventionnelles. Pour les personnes physiques et morales qui n'ont pas respecté **des obligations imposées par loi ou règlement**.

- Aux fins d'investigations sur la personnalité ou la situation personnelle de l'auteur.

Ce report permet de prendre en considération la personnalité et la situation matérielle, familiale et sociale du coupable.

- Aux fins d'investigation et césure du procès pénal.

La césure du procès pénal permet au juge de déclarer la culpabilité de l'auteur et de déterminer de l'indemnisation des victimes, et remettre à une audience future la décision sur la peine.

- Aux fins de consignation d'une somme d'argent,

Cet ajournement offre la possibilité à la juridiction de reporter le prononcé de la peine à l'égard d'une personne en la subordonnant à l'obligation de consigner une somme d'argent pour assurer le paiement d'une éventuelle peine d'amende.

#### b) La dispense de l'exécution de sa peine



**À retenir :** L'auteur de l'infraction, reconnu coupable, peut être exempté de l'exécution de sa peine. Dans ce cas on dit que la condamnation est assortie d'un sursis.



**Définition :** Le sursis adopte deux formes : le sursis simple et le sursis probatoire.

Le sursis simple qualifié de sursis originel.

Et le sursis probatoire. La probation peut comprendre : le sursis de mise à l'épreuve et sursis avec travail d'intérêt général, ou le suivi renforcé (anciennement contrainte pénale supprimée).

En matière correctionnelle, l'**article 132-19 Code pénal** énonce qu'une peine d'emprisonnement sans sursis ne peut être prononcée qu'en dernier recours, avec motivation du juge.

## 2) *Le sursis simple*

### a) La personne physique

Elle ne doit pas avoir été condamnée dans les 5 ans précédant les faits à une peine de réclusion ou d'emprisonnement, avec ou sans sursis, pour un crime ou un délit de droit commun.

### b) La personne morale :

Elle ne doit pas avoir été condamnée dans les 5 ans pour un crime ou un délit de droit commun, à une amende supérieure à 60 000 euros, si la personne morale est poursuivie pour un crime ou un délit ou à 15 000 euros si elle est poursuivie pour une contravention.

### c) les effets

- **Une dispense d'exécution de la peine**, dès le prononcé du sursis (**Art. 132-31 al.3 CP**).

- **Une dispense de peine sous conditions**. Elle se trouve conditionnée à la bonne conduite du poursuivi. Et c'est seulement dans le cas où il se comporte bien que la condamnation sera considérée comme non avenue (elle est effacée comme si elle n'avait jamais eu lieu, elle ne peut pas faire obstacle à un éventuel nouveau prononcé d'un sursis dans l'avenir).



**Attention :** La peine amende ou jours-amendes non assortis d'un sursis reste dus. De même que le paiement des dommages et intérêts au bénéfice d'une victime. Une nouvelle condamnation peut entraîner la révocation du sursis. (**Article 132-36 du CP**).

### 3) Le sursis probatoire.



**Définition :** Le condamné, personne physique est soumis à une épreuve. Il a l'obligation de respecter un certain nombre de prescriptions.



**À retenir :** L'effacement de la condamnation est conditionné à l'action de ne pas commettre de nouvelle infraction (dans une certaine limite temporelle), mais aussi de se soumettre à des mesures et obligations imposées par l'autorité judiciaire.

Le sursis ne s'applique que pour les peines d'emprisonnement prononcées pour un crime ou délit de droit commun, un emprisonnement de 5 ans ou plus pour le délinquant primaire et 10 ans pour les plus récidivistes. Le délai est fixé par le juge, mais il est compris entre 12 mois et 3 ans.

La probation implique une soumission à **des mesures de contrôle**, visées par **l'article 132-44 du Code pénal**.



**À retenir :** Ces mesures s'appliquent de plein droit. Il n'est pas possible d'y déroger.

À ces mesures, s'ajoutent des **obligations**, sujettes à l'appréciation du juge, au cas par cas, lesquelles sont énoncées à **l'article 132-45 du Code pénal**.

Dans le cas d'un sursis probatoire avec un sursis renforcé : le condamné est soumis à un accompagnement éducatif individualisé et suivi pluridisciplinaire et évolutif. En ce sens, il peut être soumis à une ou plusieurs obligations définies à **l'article 132-45 du Code pénal**.



**Attention :** Dès lors que la durée probatoire n'a pas été concluante dans la mesure où le bénéficiaire ne l'a pas respectée, alors il est condamné à une peine privative de liberté, sans sursis, pour un crime ou délit de droit commun.

#### 4) *Le choix des modalités d'exécution de la peine plus douce*

L'**article 132-19 du Code pénal** prévoit que :

1. La juridiction de jugement **ne peut** prononcer aucune peine d'emprisonnement ferme inférieure à 1 mois ;
2. La peine d'emprisonnement comprise entre 1 mois et 6 mois au plus **doit** être aménagée, à moins que la personnalité ou la situation du condamné ne le permettent pas ;
3. La peine d'emprisonnement comprise entre 6 mois et 1 an **peut être** aménagée si la personnalité et la situation du condamné le permettent

Le point 2 et 3 veulent dire la même chose non ?

En dehors d'un *quantum* d'un an, la peine de privation de liberté ne peut plus être aménagée, dès le départ, par le juge du jugement.

Le semi-liberté, placement à l'extérieur et détention à domicile sous surveillance électronique. Ces aménagements sont visés par les **articles 132-25 et 132-26 du Code pénal**.

- La semi-liberté



**Définition :** Le condamné est contraint à rester à l'établissement pénitentiaire au-delà des périodes de sorties autorisées par le juge de l'application des peines.

- Le placement à l'extérieur :



**Définition :** Sous le contrôle de l'administration pénitentiaire, le condamné est assujéti à effectuer des activités ou faire l'objet d'une prise en charge sanitaire en dehors de l'établissement pénitentiaire.

- Détention à domicile sous surveillance électronique.



**Définition :** Le condamné est subordonné à des obligations, les mêmes que lors d'une détention avec peine alternative à l'emprisonnement.



**Attention :** La mauvaise conduite du condamné peut écarter le bénéfice de la semi-liberté.

## 5) Le fractionnement de la peine



**Définition :** Le fractionnement de la peine permet une exécution par fraction dans le temps de certaines peines.

Cette exécution de la peine peut être enjoindre pour motif d'ordre médical, familial, professionnel ou social. Elle est **exclue en matière criminelle**.

## 6) La sévérité judiciaire

### a) La période de sûreté



**Définition :** Dès lors qu'une juridiction de jugement prononce une peine privative de liberté assortie d'une période de sûreté, le condamné se trouve privé de l'éventualité d'obtenir des mesures comme un placement à l'extérieur... durant cette période.

Deux types de périodes de sûreté :



- **obligatoire** : elle est rattachée de **plein droit** (automatiquement) à la condamnation, ce n'est pas le juge qui décide de l'attribution de cette période (**Art. 132-23 du CP**). La durée de la peine est égale à la moitié de la peine prononcée.



**Exemple :** Crime contre l'humanité

- **facultative** : C'est le juge pénal qui décide de l'attribution. La durée est déterminée librement par la juridiction dans la limite des deux tiers de la peine ou de 22 ans pour la réclusion à perpétuité.

#### b) La peine incompressible



**Définition :** Dans cette situation le condamné ne peut bénéficier qu'aucune mesure d'individualisation (c'est-à-dire d'aménagement de peine) pendant l'exécution totale de la peine.

Elle ne peut concerner que des situations limitatives énumérées à l'**article 221-3 et 221-4, et l'article 421-4 du Code pénal**.



**À retenir :** La décision doit être spécialement motivée par la cour d'assises. Elle peut être portée à 30 ans ou couvrir la totalité de la peine privative de liberté.

## B) La personnalité judiciaire au cours de l'exécution de la sanction.



**À retenir :** Toute personne condamnée incarcérée en exécution d'une peine privative de liberté a la possibilité chaque fois que c'est possible d'un retour progressif à la liberté.

## 1) L'aménagement du temps de l'incarcération

### a) Semi-liberté, placement à l'extérieur et fractionnement de la peine.

Elles bénéficient :

- aux personnes condamnées à une peine dont la durée totale ou le reliquat n'excède pas deux ans
- aux personnes condamnées admises au régime de la libération conditionnelle.

Durant l'exécution de la peine, le condamné peut en bénéficier dans l'unique cas où il ne l'a pas été pour avoir commis un crime, dont la durée de la peine subsistante est inférieure ou égale à 2 ans (**Art. 720-1 du CP**).

### b) Les permissions de sortir



**Définition :** Elles autorisent un condamné à ne pas être à l'établissement pénitentiaire durant une période déterminée qui se rapporte sur la durée de la peine en cours.

Cette période varie selon la durée de la peine privative de liberté prononcée ou restant à courir et des motifs pour accorder cette permission.

C'est le juge d'application des peines qui est compétent pour l'accorder.

## 2) Le temps d'incarcération abrégé



**Définition :** Le temps passé en prison se trouve amputé en partie : dispenses partielles d'exécution de la peine privative de liberté.

## a) Les réductions de peine

### (i) *Le crédit de réduction de peine*

L'idée c'est de permettre au condamné le jour où il entre en prison de connaître la date prévisible de sa libération



**Définition :** Le bénéfice de ce crédit de réduction se mesure sur la durée de la condamnation, il est consenti de plein droit à tout condamné (sauf pour terrorisme).

Le crédit pour une condamnation inférieure à un an ou la partie de la peine inférieure à une année entière est de 7 j/mois sans que le total ne puisse excéder 2 mois.

### (ii) *Des réductions de peine supplémentaires.*

Cette réduction de peine supplémentaire s'ajoute au crédit de peine. Elle bénéficie exclusivement au condamné qui manifeste des efforts sérieux de réadaptation.

En cas de condamnation inférieure à 1 an ou pour la partie de la peine inférieure à une année entière : le crédit est de 7 j/mois.

### (iii) *Les réductions de peine exceptionnelles.*

Une réduction de peine exceptionnelle, dans laquelle le quantum peut porter jusqu'au tiers de la peine peut être prononcé au bénéfice du condamné repentant dont les déclarations ont permis d'interrompre ou de prévenir la réalisation d'une infraction dépendant de la criminalité organisée (**art 721-3 du CPP**).

Si le repentant est condamné à la réclusion criminelle à perpétuité : une réclusion exceptionnelle du temps d'épreuve lui permet de parvenir à l'avantage d'une libération dans la limite de 5 ans.

### (iv) *La libération conditionnelle*

Le condamné bénéficiaire doit justifier (**Art. 729 al.2 CPP**) :

- soit de l'exercice d'une activité professionnelle, d'une formation, professionnelle, d'un stage ou d'un emploi temporaire
- soit la participation à la vie de la famille
- soit la nécessité de subir un traitement
- soit ses efforts pour indemniser la victime
- soit son implication dans les autres projets d'insertion ou de réinsertion.

Le condamné doit avoir purgé une partie de sa peine dite temps d'épreuve (**Art. 729 al8 du CPP**)



**À retenir :** Le condamné doit donner son consentement :  
**article D531 Code de procédure pénale.**

C'est le juge d'application des peines qui est compétent pour prononcer la libération conditionnelle.



**Attention :** Une libération conditionnelle n'engendre pas l'effacement de la condamnation pour l'avenir

(v) *La libération sous contrainte*



**Définition :** La libération sous contrainte se comprend de l'examen indispensable par la juridiction d'application des peines de la situation des condamnés qui ont exécuté 2/3 de leur peine sans avoir profité d'un aménagement de leur peine privative de liberté.

Conditions :

- La personne condamnée doit effectuer une ou plusieurs peines privatives de liberté d'une durée totale inférieure ou égale à 5 ans.

-N'entre pas en considération le sursis : donc est pris en considération seulement le total des peines fermes d'emprisonnement

-La durée de la peine exécutée est au moins égale au double de la durée de la peine restant.

-La personne doit avoir déjà exécuté au moins les 2/3 de la ou les peines prononcées

Le détenu n'a pas l'obligation d'exprimer son consentement.

La libération sous contrainte entraîne l'exécution du reliquat des peines = semi-liberté placement en extérieur placement sous surveillance électronique libération conditionnelle.

#### b) La suspension des peines privatives de liberté

*(i) La suspension et le fractionnement des peines en matière correctionnelle.*

Dans ce cas la peine peut être interrompue ou découpée pour motif d'ordre médical familial professionnel ou social durant une durée qui ne peut dépasser 4 ans.

L'application de ce régime juridique n'est possible que lorsqu'il reste à respecter une peine d'emprisonnement inférieure à 2 ans.

*(ii) La suspension de peine pour les détenus gravement malades*

La suspension ne peut être octroyée qu'à la condition qu'une expertise médicale a été établie et quand le condamné se trouve dans l'une ou l'autre des situations expressément indiquées dans la loi.



**Attention :** La suspension n'est pas possible lorsqu'il existe un risque grave de renouvellement de l'infraction.

Une nouvelle expertise est nécessaire tous les 6 mois dès lors que la suspension a été ordonnée pour une condamnation en matière criminelle.